

Covid-19 : des fêtes de Noël à Downing Street, la polémique de trop pour Boris Johnson?

Vertement critiqué après la publication d'une vidéo dans laquelle la conseillère de Boris Johnson plaisante sur une fête de Noël qui aurait eu lieu à Downing Street l'an dernier, en violation des règles anti-Covid, le Premier ministre britannique est sur la corde raide.

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.

Par **Juliette Pousson**

Le 9 décembre 2021 à 16h57

Boris Johnson passera-t-il les fêtes de fin d'année au 10 Downing Street ? La question se pose outre-Manche, depuis que les révélations s'accumulent dans les journaux sur [plusieurs soirées](#) qui auraient été organisées au cœur de la résidence officielle du Premier ministre britannique fin 2020, en violation des règles anti-Covid. L'affaire aurait pourtant pu faire pschitt, l'élu conservateur et ses collègues du cabinet niant en bloc les allégations. Mais après la publication mardi soir d'une vidéo par la [chaîne ITV News](#), Boris Johnson est finalement passé aux « excuses sans réserve » devant une classe politique furieuse et des Britanniques scandalisés.

Visionnée par des millions de personnes, la vidéo montre l'attachée de presse de l'époque du Premier ministre, Allegra Stratton, préparant avec d'autres conseillers des réponses à d'hypothétiques questions de journalistes, le 22 décembre 2020, sur une supposée fête de Noël à Downing Street quatre jours plus tôt. Un collègue lui

demande alors s'il y a bien eu une « Christmas party » le 18 décembre, ce à quoi Allegra Stratton répond, sur le ton de la plaisanterie : « Je suis rentrée chez moi ». Et la conseillère, déconcertée, de botter en touche : « Attends, attends, euh... Quelle est la réponse ? » demande-t-elle à son collègue, entre hésitations et sourires gênés. « Cette fête fictive était une réunion d'affaires... Et il n'y avait pas de distanciation sociale », rigole-t-elle enfin.

L'ex-journaliste de 41 ans, devenue depuis la porte-parole du gouvernement pour la COP26, a démissionné mercredi, en larmes, disant qu'elle regretterait « toute sa vie » ses propos. La vidéo, en effet, a suscité l'indignation dans tout le pays. Selon le [Daily Mirror](#), la fête du 18 décembre 2020 a rassemblé « entre 40 et 50 personnes entassées les unes sur les autres dans une salle de taille moyenne » du 10 Downing Street, quand, dans le même temps, le pays enregistrait 514 décès du Covid. La région de Londres, elle, passait en alerte maximale : les rassemblements en intérieur avec des personnes extérieures au foyer y étaient interdits. Le lendemain, Boris Johnson annonçait un [confinement strict](#) pour la capitale et le sud-est du pays.

« Ça va surtout se jouer chez les conservateurs »

L'opinion publique « est en colère », note Clémence Fourton, maîtresse de conférences en études anglophones à Sciences-po Lille et autrice de « Le Royaume-Uni, un pays en crises ? ». D'autant que la période de Noël, l'an dernier, a été difficile pour beaucoup de Britanniques. « Certains n'ont pas pu dire adieu à des proches. Cette différence entre le sacrifice individuel et cette espèce d'impunité affichée du gouvernement passe très mal », explique au Parisien la spécialiste du Royaume-Uni.

« Je comprends la colère de tout le pays en voyant le personnel du 10 (*Downing Street*) sembler prendre à la légère les restrictions, je comprends à quel point ça doit être exaspérant », a concédé mercredi Boris Johnson. Alors que deux sondages disent les Britanniques majoritairement favorables à sa démission, le dirigeant conservateur a annoncé une enquête interne et promis des « conséquences » pour ceux qui n'auraient pas respecté les règles.

VIDÉO. Boris Johnson dans la tourmente après la diffusion d'une vidéo de son ex-porte-parole

De quoi calmer l'indignation des Britanniques ? Le Premier ministre n'a jamais été en si mauvaise posture, juge Clémence Fourton, pour qui le « point de rupture » semble avoir été atteint. Le Daily Telegraph, quotidien de droite proche du pouvoir, va même jusqu'à se demander si c'est « le début de la fin » pour le dirigeant. « Ça va surtout se jouer au sein du parti conservateur : s'il perd le soutien de ses membres alors il sera vraiment en danger », développe la maîtresse de conférences. Et le fait même que la vidéo de la conférence de presse d'entraînement ait fuité prouve, selon elle, que des proches conservateurs ont déjà senti « le vent tourner et hésitent moins à parler ». « A voir comment ils vont se positionner dans les jours qui viennent. » « Les conservateurs sont notoirement impitoyables lorsqu'il s'agit de changer de chef », écrit [le Guardian](#) ce jeudi.

« Il a le cuir épais »

Cette nouvelle affaire est calamiteuse pour Boris Johnson, déjà échaudé par de précédents scandales impliquant le gouvernement, comme la redécoration à grands frais de son logement de fonction

financée par un don privé dont le parti conservateur n'avait pas déclaré le montant total ; [les collusions entre des élus conservateurs et le monde des affaires](#) ; ou encore son ancien ministre de la Santé [Matt Hancock qui avait dû démissionner](#) en juin pour une liaison avec une conseillère, étalée dans tous les médias, en dépit des règles anti-Covid. Des polémiques qui, jusqu'à présent, l'ont seulement fait tanguer. « Il a le cuir épais ! » rappelle Clémence Fourton. L'affaire des fêtes de Noël sera-t-elle celle de trop ? « Je ne suis pas persuadée qu'elle suffise à remettre en cause le leadership de Boris Johnson », reconnaît la spécialiste.

Quelques heures après la diffusion de la vidéo, Boris Johnson a annoncé de nouvelles restrictions face à la progression exponentielle du variant [Omicron](#). Certains observateurs l'ont alors accusé d'avoir voulu détourner l'attention du scandale en cours, ce dont il se défend. Plusieurs élus de la majorité conservatrice craignent aussi que le mauvais exemple donné par le pouvoir risque d'affaiblir le respect des restrictions par la population. « On avait vu ça l'an dernier avec [l'effet Cummings](#) », constate Clémence Fourton, qui fait référence à [Dominic Cummings](#), ancien conseiller de Boris Johnson accusé d'avoir rompu le confinement en mars 2020, ce qui aurait entraîné, selon des chercheurs, une baisse de confiance dans la capacité du gouvernement à gérer la crise sanitaire. « On verra vite si un effet 10 Downing Street se dessine. »